

É D I T O

Doit-on en être expert pour refuser une technologie ? Mon opposition aux OGM, par exemple, est-elle moins légitime, sachant que mes connaissances en biologie sont extrêmement sommaires et que je serais bien en peine d'argumenter sur le sujet ? Ce refus, épidermique, viscéral, n'est-il pas suffisant en soi ?

Dans cette lettre d'information : les contributions de nos adhérents. Vous y trouverez pêle-mêle, de la critique de la Science, dans la société, à l'université ou à l'école, du nucléaire ou des pandémies industrielles...

C'est ça Technologos. Chacun y vient avec ses luttes, ses sujets d'engagement, sa critique de tel ou tel domaine où Technique et Science détruisent la planète, l'humanité, les libertés.

L'association est un point de rencontre où toutes ces critiques peuvent s'exprimer, sans qu'il soit nécessaire de les hiérarchiser, où elles ne s'excluent pas, mais montrent au contraire des logiques similaires : la destruction du vivant et l'aliénation des humains.

C'est pourquoi, inlassablement nous interrogeons les ressorts et les effets de la Science et la Technique. Ce sera à nouveau le cas lors de nos prochaines **Rencontres** de Technologos les **23 et 24 septembre**.

**Crise écologique :
Pourquoi critiquer
la technique aujourd'hui ?**

Nicolas Decome

La science ne nous sauvera pas

La science, celle qui nous alerte, celle qu'il faut, paraît-il, écouter, ne nous sauvera pas. Elle sera toujours en retard d'une ou plusieurs catastrophes. Si c'est une science qui est bien élaborée, si tout est bien vérifié, si cela est fait dans les règles de l'art scientifique, alors elle sera toujours en retard par rapport aux désastres.

Prenons l'exemple de l'amiante, presque 90 ans entre la première étude et l'interdiction de son utilisation. C'est qu'il en faut du temps pour prouver, il faut que les choses s'accumulent, c'est-à-dire les preuves, c'est-à-dire les maladies, les nuisances et les décès. Même si l'observation des premières industries fossiles laissaient présager le pire, ce n'est qu'à partir de deux siècles d'accumulation de rejets carboniques que des scientifiques ont pu prouver le changement climatique et donc le désastre que représentent ces industries. Il faut du temps, certes, mais il faut aussi des moyens. Pour montrer que l'exposition au chlordécone, un pesticide utilisé dans les plantations de bananes, est associée à une augmentation de risque de survenue de cancers de la prostate en Guadeloupe, Luc Multigner a eu besoin de temps et de moyens. Et c'est par manque de moyens qu'il n'a pu montrer la même nuisance dans l'île voisine, la Martinique. Sans moyens, pas de recherches. Remarquons d'ailleurs que sans les retombées économiques de l'industrie fossile, les pays industrialisés n'auraient pu dégager des budgets pour développer l'épidémiologie, la toxicologie et, plus récemment, la climatologie. Il faut donc du temps, et des moyens. Et de la chance ! Car c'est par hasard que des chercheurs en biologie, Ana Soto et Carlos Sonnenschein, ont pu montrer que l'exposition au bisphénol A est lié au cancer du sein et ont permis de stopper son utilisation. Alors qu'ils étudiaient des cellules cancéreuses, ils n'arrivaient pas à expliquer leur prolifération anormalement rapide alors que celles-ci devaient se comporter de façon classique. Après enquête, c'est le bisphénol A des tubes à essais en plastique dans lesquels se trouvaient les cellules étudiées qui s'est avéré être le responsable de cette prolifération. On a donc besoin de temps, de moyens et de chance. Mais même avec tout ça, cela ne suffit pas. Le GIEC ne convainc pas grand monde et même dans un registre plus local, l'analyse scientifique est insuffisante.

A Fos-Sur-Mer, par exemple, on pollue depuis longtemps. Des usines déversent des produits dans la mer et dans l'atmosphère depuis plus d'un siècle. On le voit depuis les plages, on le ressent dans les services hospitaliers. Une première étude a donc été réalisée et a montré des conséquences négatives. Les scientifiques ont crié aux biais méthodologiques et ils ont eu gain de cause. Puis une deuxième étude de grande ampleur a été réalisée. Cela a pris du temps bien entendu mais elle a été récemment validée.

Plus le temps passe, plus la dépendance à l'une de leurs industries se fait profonde et plus s'en séparer devient inconcevable. L'industrie du tabac continue à gagner des parts de marché, l'industrie fossile est indispensable à nos modes de vie et, en France, nous sommes dépendants du nucléaire car nous sommes dépendants de l'électricité (coup double pour l'industrie). Les industriels du numérique ont compris la leçon et savent toutes alertes concernant les nuisances de leur production. Ils ont raison, la dépendance au numérique est quasiment verrouillée.

Les sciences du diagnostic (épidémiologie, toxicologie, etc...) pourraient donc, si elles en avaient le temps, les moyens et la chance, contribuer à améliorer notre situation en faisant une véritable analyse du désastre. Cela montrerait de façon claire que la balance bénéfique/risque du capitalisme industriel est négative. Mais elles ne sont sûrement pas suffisantes car l'unique analyse par la science est de la réflexion mutilée.

Le raisonnement qualitatif est aussi important que celui quantitatif dont l'analyse scientifique se targue d'avoir le monopole. Comprendre, par exemple, que l'épidémiologie ou la toxicologie seront systématiquement en retard par rapport aux nuisances issues de la créativité débordante de la technoscience, implique qu'il faille absolument et immédiatement freiner et arrêter la Mégamachine. Comprendre aussi que la climatologie est financée par l'industrie et les dividendes des états industrialisés, principaux responsables du réchauffement climatique, oblige à une remise en question profonde que peu de scientifiques ne peuvent admettre ou même réaliser. Il n'y a qu'à lire les témoignages naïfs des climatologues au bord de la dépression ne comprenant pas l'absence d'effets de leurs travaux.

Pour appréhender l'impasse écologique et sanitaire dans laquelle nous sommes, les analyses historiques, philosophiques, sociologiques, anthropologiques, l'enquête de terrain et une bonne dose d'expériences sensibles par la prise en charge de nos propres vies sont tout aussi indispensables que l'analyse scientifique. Voire plus indispensables dans bien des cas.

Adrien D.

« Innovation days » dans les universités :

Un renforcement du détournement de la science vers les applications technologiques
et de la pratique « religieuse » du métier de scientifique

L'Université de Strasbourg organisait le 12 avril 2022 une journée « Innovation Day Upper Rhine » afin de réseauter (c'est le mot officiel) les chercheurs des Universités de Strasbourg, Karlsruhe, Fribourg en Brisgau et Bâle avec les grandes entreprises et les jeunes pousses de la vallée du Rhin supérieur (<https://ktur2022.b2match.io/>). Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres de ce genre de « Spin off dating » que toute université ayant un rang honorable au classement de Shanghai se doit d'organiser.

Le nombre de CEO, de jeunes pousses et de plateformes de valorisation y participant est impressionnant. Le discours disponible sur le lien internet de ces « évènements », désormais points cardinaux du calendrier universitaire, est un vocabulaire purement managérial où le contenu scientifique revêt un aspect cosmétique, voire anecdotique. Mais voilà c'est l'évènement « *nec plus ultra* » auquel un universitaire digne de ce nom et travaillant dans un domaine valorisable du point de vue technologique se doit à tout prix de participer. Si on n'y va pas on est un ringard... Voilà le ressort : si on ne participe pas on a aucune chance de faire financer ses projets et de les « valoriser » pour de vrai, vu le taux de succès ridicule aux appels d'offre des agences de financement françaises ou européennes. Ce taux de succès ridicule aux appels d'offre publics est le fruit (officiellement) d'un manque de moyens mais ne serait-il pas aussi le résultat d'une politique délibérée de libéralisation du domaine économique associé à la recherche-développement ?

Tout cela est organisé dans un contexte où la science est mise entièrement au service du monde économique (comme n'importe quel domaine d'activité humaine, même celui des relations intimes, cf les sites de « rencontres »)...qui promet en retour de financer (au rabais) la recherche universitaire. Au rabais oui...car le prix de location horaire d'un appareil de laboratoire est calculé sur la base de son prix d'achat divisé par l'âge de l'appareil et par un facteur correctif de l'ordre de 2000 euros. Cela conduit à des montants le plus souvent ridicules vu l'âge de la plupart des équipements présents dans les laboratoires des EPST (comme le CNRS ou l'INSERM)...Mais cela permet aux industriels de financer leur recherche-développement à moindre coût...tant que ces appareillages restent fonctionnels et en bénéficiant du savoir-faire presque gratuit des chercheurs (encore) payés par l'Etat.

Après on verra bien... comme les EPST ne seront pas capables de s'autofinancer on changera leur statut et on pourra financer d'avantage la recherche du complexe militaro-industriel avec du personnel de haut niveau et fortement précarisé. La question du bien-fondé de cette mise à disposition de la recherche publique au monde de l'industrie qui ne vise que la croissance économique sous couvert de pouvoir d'achat et de création d'emplois est un véritable piège dans lequel tout universitaire responsable devrait éviter de tomber.

Il faudrait peut-être rappeler que le but de la science est de comprendre le monde, pas de le transformer. Il est vrai que l'histoire et l'organisation de la science depuis la Renaissance sont orientées vers le besoin de conquêtes et de domination de la Nature. L'amélioration des techniques d'investigation et de communication ne fait que renforcer cette tendance. Et c'est ce que nous vivons... Ce n'est pas parce que cela a toujours été comme cela que cette tendance doit se renforcer d'avantage ! Notre frénésie de domination par la science à visée technologique conduit à notre perte. En participant à cette folie furieuse de la recherche pour l'innovation-destruction, les scientifiques collaborent à la destruction en cours de la civilisation humaine... Ils ne sont pas seulement spectateurs de la probable sixième extinction de masse mais ils y collaborent activement. Tout cela est-il aussi rationnel que nous le prétendons ? Avec ces grand-messes de l'innovation et autres sacrements associées (remise des prix scientifiques, etc), la pratique scientifique tend de plus en plus à se transformer en une collection de cérémonies religieuses dans lesquelles le travail innovant est une offrande sur l'autel du veau d'or de l'économie libérale, de la « Mégamachine ». Dans cette religion, il vaut mieux faire partie des « Grand-prêtres » que des larbins chargés des basses besognes ou mis au chômage après l'obtention de leur doctorat... il faut se rendre aux Innovation Days !...

Vincent Ball

De l'e-Education à la neuropédagogie

L'informatisation puis la numérisation de l'école et, plus encore, la technologisation de l'éducation, permises et accélérées par les politiques publiques d'inspiration néolibérale à l'œuvre depuis les années 1980, franchissent de nos jours un nouveau seuil, en réactualisant la vieille « pédagogie cybernétique » pensée dans les années d'après-guerre : l'enseignement et l'apprentissage sont réduits à la transmission et au traitement d'informations et les élèves, à leur cerveau considéré comme un ordinateur à (re)programmer. Après avoir concouru, par la massification des logiciels, des écrans, des plateformes en ligne et des ressources numériques, à relativiser la place et le rôle des professeurs et des manuels scolaires, le ministère de l'Éducation nationale – plus que jamais ministère de l'e-Education nationale – participe aujourd'hui activement à la conquête des cerveaux des enfants, vus comme des « cerveaux computationnels » ; une conquête motivée par des rapports de domination et des jeux de pouvoir au sein de l'administration.

Rapport après rapport, dont certains rédigés par des *think tanks* privés et des cabinets de conseil en stratégie – comme l'Institut Montaigne et le Boston Consulting Group, réputés proches d'Emmanuel Macron –, la modernisation technoscientifique de l'école, jugée inéluctable, doit désormais passer par la recherche en neurosciences. Message reçu cinq sur cinq par Jean-Michel Blanquer. Adeptes, dans le cadre de la « société apprenante », du recours aux technologies numériques, à l'IA et aux *big data* dans les pratiques et les méthodes pédagogiques, le ministre s'inspire aussi grandement des travaux du neuroscientifique Stanislas Dehaene, directeur de NeuroSpin, un centre de recherche sur l'imagerie cérébrale, devenu le premier président du CSEN en 2018. En 2011 déjà, le futur ministre de l'Éducation nationale, alors Directeur général de l'enseignement scolaire dans le ministère dirigé par Luc Chatel, avait apporté son soutien financier et institutionnel à l'expérience – controversée –, basée sur la neuropédagogie, menée par la pédagogue Céline Alvarez dans une école maternelle de Gennevilliers, dans les Hauts-de-Seine. A l'époque, Jean-Michel Blanquer était également membre du comité directeur d'Agir pour l'école, une association proche de l'Institut Montaigne et de l'assureur Axa, dont l'un des objectifs est de concevoir et diffuser à grande échelle un modèle pédagogique fortement inspiré des neurosciences cognitives. Plus récemment, le ministre de l'Éducation nationale a vanté l'intérêt de ces dernières pour les évaluations standardisées des acquis des élèves (« *les apprenants* » dans la novlangue ministérielle), du primaire au lycée, des tests reposant, selon lui, « *sur une construction rigoureuse et scientifique* » et s'appuyant sur les réflexions et recommandations du CSEN.

Cette politique scientiste, basée sur une vision quasi dogmatique des neurosciences, et faisant fi de l'expertise de terrain et des savoirs expérimentiels des professeurs, instaure insidieusement une nouvelle norme : comprendre, construire et orienter les politiques de l'éducation des générations futures à partir de la connaissance du cerveau. Dès lors, se profile le risque, avec cette « éducation augmentée », de voir émerger une « science d'État », dominée par les neurocognitivistes – au détriment d'autres approches disciplinaires, notamment issues des sciences humaines et sociales – et invoquée systématiquement comme argument d'autorité pour trancher les débats pédagogiques, voire sociétaux, et imposer d'en haut aux personnels enseignants et non-enseignants des mesures et des dispositifs conçus dans le secret des laboratoires ou de groupes d'experts. Pour le pouvoir actuel, l'enseignement est une science et l'apprentissage, une procédure ; une conception qui, en plus de donner une opportunité nouvelle aux entreprises du numérique et d'Internet d'étendre leur mainmise sur l'institution – sous couvert d'« innovation pédagogique » par la « révolution numérique » et de réduction des coûts –, offre aux neurochercheurs une porte d'entrée dans le système scolaire français – sous prétexte d'accroître l'efficacité de la lutte contre les inégalités.

Or, loin d'être une théorie scientifique reconnue et consensuelle, cette approche neurocognitiviste, prétendument neutre et apolitique, est au contraire porteuse d'intérêts économiques et d'une vision idéologique – individualiste et utilitariste – en phase avec la doxa néolibérale. Avec l'avènement des neurosciences dans le champ éducatif, c'est le mot-d'ordre des autorités scolaires sur « *l'individualisation des parcours et des apprentissages* » qui se radicalise. Excluant la question des déterminants sociaux, culturels et historiques dans le développement des enfants, l'instrumentalisation par le pouvoir politique de ces sciences encore jeunes et largement hypothétiques réactive *in fine* la vieille opposition, chère aux néolibéraux, entre individu et société. Le macronisme, incarné dans l'appareil d'État par des ministres et une caste de technocrates scientifiques et élitaires se plaçant au-dessus du clivage gauche-droite, a amplement contribué au triomphe puis au règne des omnipotents « technos » et « neuros » au sein du ministère de l'Éducation nationale, comme ailleurs. Une transformation profonde du pilotage de l'école publique est en cours. Jusqu'à quand ? Il se pourrait bien que les mandats de Jean-Michel Blanquer – macroniste avant l'heure – et d'Emmanuel Macron ait rendu irréversible, au tournant des années 2020, la trajectoire sociotechnique dans laquelle est engagé le système scolaire français depuis une quarantaine d'années maintenant, conditionnant l'avenir d'un million de fonctionnaires et de 12 millions d'élèves, à leurs dépens.

Anthony Laurent

Grippe Aviaire – L'autre pandémie industrielle

Alors que le Covid a disparu des radars médiatiques, chassé par la guerre en Ukraine et les élections présidentielles, une autre pandémie fait rage. Celle-ci n'encombre pas les urgences hospitalières, n'endeuille pas les familles, ni ne nous contraint à l'isolement et au télétravail. Il s'agit de la grippe aviaire, dont l'épisode de cette année déborde tous les superlatifs à ma portée. Plus de 20 millions de volailles devraient être abattues, des éleveurs contraints de laisser mourir leurs animaux et de les ensevelir dans d'immenses charniers et une gestion erratique par des services de l'état totalement dépassés

S'il serait périlleux de tirer des parallèles avec la pandémie de Covid, les deux maladies étant très différentes, la gestion de la crise présente néanmoins quelques similitudes troublantes. Une gestion fondée sur des critères économiques plutôt que sanitaires. Des éleveurs infantilisés, sommés d'appliquer des règles inapplicables et, à l'évidence, inopérantes ou renforçant l'épidémie. Une science instrumentalisée, mise en exergue lorsqu'elle va dans le sens de l'économique, mais ignorée dans tous les autres cas. Une gestion par l'État, opaque, verticale et brutale, les amendes et les sanctions comme argument d'autorité. Et une « stratégie du choc », grossière mais efficace : profiter de la crise pour faire avancer d'autres agendas, restructurer toute une filière en éliminant les plus petits, pour aller encore plus loin dans l'industrialisation de l'élevage.

Car cette crise est surtout celle d'un modèle, où les oiseaux migrants, bouc-émissaires bien commodes apportent effectivement la maladie, mais celle-ci se propage ensuite via d'autres flux : ceux d'un modèle industriel qui a divisé et spécialisé à outrance le travail d'éleveur. Des camions sillonnent le territoire, transportant ici des poules, là-bas des canards ou des oies. Des voitures emmènent d'élevages en élevages des salariés spécialisés, effectuant la même tâche pour des commanditaires successifs. L'interdiction faite aux éleveurs autarciques de faire naître leurs propres volailles a

engendré une concentration inédite dans quelques énormes couvoirs, véritables usines à poussins ou canetons. Et cette fois-ci, ils sont aussi touchés. Pour l'heure, personne ne sait si l'élevage de volaille français pourra redémarrer, et dans quelles conditions.

Face à un tableau aussi noir, il est tentant de souhaiter que tout s'effondre. De laisser mourir une filière pour qu'une autre, plus vertueuse, renaisse de ses cendres. Mais impossible de faire fi de la détresse de femmes et d'hommes que cette crise laissera dévastés, ruinés. Ce modèle délétère n'est pas leur choix, c'est celui dans lequel ils ont été poussés par les politiques « dites » publiques, les banques, les marchés. Et ce serait aussi incroyablement naïf que de croire qu'un modèle plus vertueux pourrait émerger. Ce serait plutôt à sa radicalisation que nous assisterions, à grand coup de subventions et d'incitations fiscales : des poulaillers high-tech géants, à l'air filtré, avec des protocoles de désinfection draconiens. Des employés toujours sous-payés, mais en scaphandres. Un modèle que seuls de grands groupes, abusivement nommés coopératives, pourraient assumer. Voire encore pire...

Nicolas Alep

En finir avec le nucléaire

Nous ne voulons pas de la technologie nucléaire parce qu'elle est née pour tuer, tuer massivement et indistinctement. Nous voulons voir démantelés au plus vite les milliers d'ogives atomiques et les centaines de sous-marins nucléaires déjà mis au point, susceptibles, à la première montée sérieuse des tensions internationales, de transformer la planète en enfer définitivement invivable.

Nous ne voulons pas de la technologie nucléaire dite civile, née pour recycler les centaines de milliards d'argent public engloutis dans le nucléaire militaire et justifier son développement. Nous sommes révoltés par le choix fait par tous les gouvernements français depuis les années 1970, sans que la population soit consultée ni même réellement informée, de produire de l'électricité en faisant bouillir de l'eau au moyen d'une réaction nucléaire. La radioactivité que celle-ci engendre affecte quotidiennement des ouvriers et accidentellement tous ceux qui entrent en son contact, crée des milliers de tonnes de déchets impossibles à recycler, donc à tenir sous contrôle pendant des milliers d'années, et menace le pays et ses voisins des retombées d'un éventuel nouvel accident grave, malheureusement de plus en plus probable.

En clair, nous voulons la fin de la production nucléaire civile et militaire, avant qu'une nouvelle catastrophe atomique sème la mort, chasse des milliers voire des millions d'individus hors de chez eux, condamne des milliers d'hectares de terre à un abandon définitif et contribue à élever encore le brouillard radioactif dans lequel les multiples essais et accidents nucléaires subis nous font déjà baigner.

Nous voulons voir tous les réacteurs nucléaires mis à l'arrêt sans délai, et simplement maintenus sous surveillance une fois vidés de leurs matériaux radioactifs. C'est la condition première pour pouvoir penser et décider collectivement, à l'abri de toute pression du lobby atomique, des choix les moins néfastes à faire pour la gestion des déchets radioactifs déjà produits, dont font aussi partie les bâtiments des réacteurs.

Nous voulons aussi, faut-il le préciser, l'arrêt total de la recherche en matière nucléaire, qu'il s'agisse d'usage militaire ou civil, de fission ou de fusion atomique, et sa réorientation vers la recherche des moyens qui permettraient peut-être de neutraliser, ne serait-ce que partiellement, la radioactivité produite sous forme de déchets.

Nous savons bien qu'en France l'arrêt sans délai des réacteurs nucléaires ne pourra qu'imposer une réduction drastique de notre consommation d'électricité. Mais nous voyons là une chance, car une pénurie soudaine d'une ressource dont le pays a abusé, se berçant de l'illusion de son caractère illimité, est la circonstance qui peut nous pousser à enfin rechercher et expérimenter toutes les solutions possibles de sobriété électrique, avant qu'une catastrophe nous y contraigne de fait, comme ce fut le cas pour le Japon après Fukushima. Qu'il faille alors, dans un premier temps, en passer par l'importation d'électricité que permet d'ores et déjà l'interconnexion des réseaux électriques européens, tout en activant ou réactivant toutes les autres sources de production d'électricité encore existantes, voire construire rapidement quelques centrales à gaz de nouvelle génération, ne doit pas nous faire reculer, car en finir avec cette industrie source de pollution bien réelle et de dangers potentiellement immenses est le premier des impératifs.

Nicole T.

Les rencontres des 23 et 24 septembre 2022

Voici bientôt trois ans que nous nous sommes dit, en franchissant les portes de l'IPH, « au-revoir et à l'année prochaine ». Comme le temps est volage... Mais nous allons enfin nous retrouver, et débattre ensemble.

« Crise écologique : Pourquoi critiquer la technique aujourd'hui ? ».

Depuis les débuts de la modernité occidentale au 16^{ème} siècle, les êtres humains se sont progressivement pensés en dehors de la nature, et ont considéré cette dernière comme un réservoir de ressources dans lequel puiser de manière illimitée. Le marché est apparu comme la meilleure forme d'organisation sociale, et le progrès technique est devenu l'horizon indépassable de nos existences, justifié par la recherche de « l'efficacité maximale en toutes choses ».

Or, les seules « solutions » envisagées par les gouvernants pour contrer le désastre sont d'ordre technologique. Pour les élites politiques et économiques, la transition écologique est récemment devenue écologique et numérique. Ce solutionnisme technologique n'a fait qu'approfondir la trajectoire mortifère dans laquelle le monde s'est enfermé. La puissance de l'action humaine va encore s'accroître, la Terre et le vivant vont être encore plus artificialisés et réifiés qu'ils ne le sont, les montagnes de déchets continueront à grandir, et les êtres humains resteront désemparés face à ce rouleau compresseur.

Sortir de cette folie collective exige à *minima* de faire un pas de côté et d'identifier les causes profondes de la crise systémique que nous vivons : la puissance technique mise au service du capital, la démesure prométhéenne des moyens mis en œuvre, une science souvent sans conscience

Lors de ces Rencontres qui marqueront les 10 ans de Technologos, nous tenterons de donner des éléments pour penser cette dynamique mortifère et armer intellectuellement la critique. C'est le préalable à toute action. Nos Rencontres se feront en partenariat avec Sciences Critiques, et se dérouleront en trois temps :

La dimension technique de la crise écologique :

- *Energie et menace de *black-out* (Alain Gras)
- *L'artificialisation de la nature/biotechnologies (Hélène Tordjman)
- *Numérique et extractivisme (Célia Izoard)

Critique de la « mégamachine » :

- La « mégamachine » (Fabian Scheidler)
- *Contre la résilience (Thierry Ribault)
- * Jacques Ellul (Jean-Luc Porquet) et Ivan Illich (Thierry Paquet)

Perspectives et luttes :

- * Reprendre la terre : les soulèvements de la Terre et/ou l'Atelier paysan
- *Décroissance (Serge Latouche)
- *Autonomie et liberté (Aurélien Berlan)

Lieu : Faculté Jean Monnet - Salle Georges Vedel (Bât G, 1^{er} étage)
54, boulevard Desgranges, 92331 Sceaux (RER B station Robinson)
Plus d'informations : <https://technologos.fr/rencontres/>

TECHNOlogos

M.V.A.C.

181, avenue Daumesnil
75012 Paris

[https://technologos.fr/
contact@technologos.fr](https://technologos.fr/contact@technologos.fr)

Nous avons apprécié

- **Les goûts et les couleurs du monde**
De Marc André Selosse aux éditions Actes Sud
- **L'agriculture carbone, un « nouveau modèle d'affaire »... pour qui ?**
Un article d'Hélène Tordjman
Il est urgent de sortir de la logique de compensation, de réduire les émissions réelles, et de promouvoir les systèmes agraires de la petite paysannerie et de l'agroécologie. En effet il n'y a pas besoin de tous ces dispositifs complexes...
<https://www.eurovia.org/fr/publication-de-ecvc/>